

L'ONU ouvre une enquête sur les tueries

Reuters, 25 mai 1994

GENEVE, 25 mai, Reuter - La commission des droits de l'homme de l'Onu a demandé mercredi l'arrêt de toutes les violences au Rwanda et a nommé un rapporteur spécial chargé de déterminer les responsabilités dans les massacres qui ont fait 500.000 morts, selon des estimations.

Les 53 membres de la Commission ont adopté à l'unanimité, sans vote, une résolution condamnant le carnage. Ils estiment que des "actes de génocide ont pu être commis".

La commission demande au gouvernement du Rwanda de "condamner publiquement et de prendre des mesures pour mettre un terme à toutes les violations des droits de l'homme" et en appelle aux rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR) pour qu'ils "empêchent les personnes sous leur commandement" de commettre des abus.

Dans sa résolution, la commission demande aussi à son président de nommer un rapporteur spécial, vraisemblablement la semaine prochaine, pour aller d'urgence au Rwanda et rendre compte d'ici quatre semaines au secrétaire général de l'Onu, Boutros Boutros-Ghali.

Le Néerlandais Peter van Wulfften Palte, qui présidait la séance de la commission, a immédiatement nommé l'Ivoirien René Degni Segui, recteur de la faculté de droit à l'université d'Abidjan.

— Boutros-Ghali parle d'échec de l'Onu —

Dans son discours, van Wulfften Palte a notamment déclaré : "Nous avons lancé un avertissement très clair à ceux qui commettent des violations des droits de l'homme au Rwanda et prévenu que la communauté internationale ne tolérera pas de tels actes abominables".

Dans sa résolution, la commission demande en outre à Jose Ayala Lasso, haut commissaire chargé des droits de l'homme, de mettre en place une délégation pour surveiller le respect des droits de l'homme au Rwanda. De source proche de l'Onu, on indique que 10 observateurs devraient être envoyés dans ce pays.

Avant l'adoption de ce texte à Genève, le secrétaire général de l'Onu a estimé que la réponse à la crise rwandaise était un échec pour son organisation et pour la communauté internationale.

"J'ai échoué, c'est un scandale. Je suis le premier à le dire et je suis prêt à le répéter", a déclaré Boutros Boutros-Ghali au cours d'une conférence de presse à New York.

“C’est un échec non seulement pour les Nations unies mais aussi pour la communauté internationale et nous sommes tous responsables”, a-t-il ajouté.

“C’est un génocide qui a été commis au Rwanda et plus de 200.000 personnes ont été tuées (mais) la communauté internationale discute toujours pour savoir ce qu’il faut faire”. /DR

(c) Reuters Limited 1994